

ROYAUME-UNI
Keir Starmer, une
bête de Labour
face à «BoJo»

PROFIL. PAGES 8-9

BERGER
Un métier
troupeau
pour être vrai

PAGES 12-13

Libération



LE PROGRÈS EST-IL TOUJOURS DE GAUCHE ?

Parce qu'ils réclamaient un moratoire sur la 5G, dont les enchères pour l'attribution des fréquences s'ouvrent ce mardi, des élus de gauche, écologistes en tête, ont été taxés d'amish par Macron. Alors, toujours progressiste, la gauche ? PAGES 2-6

EDITORIAL

Par **DOV ALFON**

Promesse ou perversion

C'est l'histoire d'un amour fou qui pourrait mal finir. Et pourtant la gauche française l'a tant aimé, le progrès. La droite était à jamais contre lui, craintive de tout changement, méfiante de toute invention, nostalgique d'une illusion qu'elle appelait le passé. Non, décidément, les avancées technologiques ne lui plaisaient pas. Le progrès a donc été encensé exclusivement par la gauche, et par toutes les gauches, de Saint-Simon à Pierre Leroux, de Proudhon à Marx. Le progrès n'avait-il pas contribué à améliorer la condition féminine, de la bicyclette bon marché à la machine à laver dans tous les foyers? Ne portait-il pas en lui la promesse d'un monde meilleur pour les générations futures, de la découverte du vaccin à celle de la pilule? Jean Jaurès lui-même n'avait-il pas porté aux nues «la science méthodique, expérimentale et inductive, qui tous les jours étend ses prises sur l'univers»?

Mais qu'aurait pensé Jaurès de la 5G? De la bouteille d'eau en plastique? Des paquebots de croisière? Et qu'aurait-il pensé des centrales nucléaires? Ses héritiers naturels, s'exprimant aujourd'hui dans nos pages, sont persuadés qu'il les aurait vus comme une perversion du Capital le plus malfaisant. Et c'est bien pour cela, dans cet anachronisme révélateur, que la droite a soudainement embrassé le progrès. On peut être sûrs au moins d'une chose: Jaurès aurait pensé que notre débat politique sur le sujet est bien niais. Des «amish» aux «Khmers verts», les prises de position caricaturales des partisans de l'essor technologique sans contraintes prouvent que la machine à briller en société reste à inventer; avouons-le, ce n'est pas la 5G qui va nous sauver de ces platitudes dont notre débat se veut l'antidote. ➤

Le progrès, casse-tête de la gauche



Des opposants à la 5G ont manifesté le 19 septembre à Lyon. PHOTO SÉBASTIEN RIEUSSEC, HANS LUCAS

Accusée par LREM de conservatisme sur la 5G, une partie de la gauche, notamment écologiste, cherche à se positionner face à l'innovation technique. Autrefois synonyme d'avancée sociale, cette notion est de plus en plus contestée pour son impact environnemental.

Par **CHARLOTTE BELAÏCH** et **LAURE EQUY**

Voilà le «tournant de la 5G» amorcé et le paysage politique bien rangé. Par la grâce d'une charge présidentielle contre les écologistes et une partie de la gauche réclamant un moratoire sur la nouvelle génération de réseaux mobiles, la répartition a été faite.

Propre et nette. D'un côté, les partisans de la 5G – dont les enchères pour l'attribution des fréquences débutent ce mardi (lire page 3) – «parce que c'est le tournant de l'innovation». De l'autre, les antiprogres qui rêveraient d'une grande marche arrière. La «start-up nation» contre les amish. Les héritiers «des Lumières» face aux tenants du retour «à la lampe à huile». Si elle a esquivé les arguments de fond et planté trop

schématiquement le décor, la pique d'Emmanuel Macron a au moins permis de relancer un ample, vieux et beau débat qui pointait derrière la 5G. Qu'est-ce, au fond, qu'un progrès? Une innovation en est-elle forcément un? Où en est la gauche de son rapport au progrès? Pour la majorité présidentielle, il y a peu de béboms. Depuis sa création, LREM tente de préempter l'étiquette «progressiste», concept flou auquel

le parti n'a pas su donner corps. Mais la volonté d'installer ce clivage avec EE-LV est claire. Le secrétaire d'Etat au Numérique, Cédric O, a dénoncé dans le Monde «ceux qui sont avant tout dans une posture idéologique de rejet du progrès». «Deux visions de l'écologie vont s'affronter: celle qui s'associe à l'innovation technologique, la connaissance scientifique, et celle qui joue sur les peurs qu'une innovation peut engendrer», prédit l'ancien ministre (LREM) de la Transition écologique et ex-EE-LV François de Rugy.

CROYANCE COMMUNE

A gauche, on cherche, on tâtonne, on amorce ou on poursuit sa mue. Faut-il parler d'innovation plutôt que de progrès? Distinguer le progrès technique du progrès tout court? «Le débat sur la 5G peut marquer la rupture qui a déjà eu lieu: entre progrès technologique et progrès humain. On l'a vu sur le nucléaire, les

pesticides, il n'y a pas d'automatisme», juge François Ruffin, député LFI. Pour son collègue PS Dominique Potier, «l'idée selon laquelle "on n'arrête pas le progrès" est effrayante. Le progrès humain ne doit pas cesser. Mais si on entend par progrès toute capacité technologique ou scientifique, croire que c'est un bienfait par nature est un leurre». Il faut donc préciser les contours de ce mot très plastique. Historien des idées et auteur de plusieurs livres sur le progrès (*Le Sens du progrès*, 2004), Pierre-André Taguieff – qui fricote désormais avec le pamphlétaire réac Michel Onfray – y voit «une notion floue mais indispensable»: «Dans la pensée sociale ordinaire, un progrès est une nouveauté souhaitable ou un changement qui répond à une attente ou un désir. Rappelons sommairement que pour les premiers théoriciens du progrès, à l'époque des Lumières, le genre humain avançait irrésistiblement sur Suite page 4

La 5G se lance en France malgré la défiance

Début des enchères ce mardi pour l'attribution des fréquences, alors que de nombreux élus de gauche ou écologistes demandent un moratoire sur son déploiement.

La 5G peut fracturer la classe politique et la société française, mais pas question pour le gouvernement et son bras armé de l'Arcep, l'autorité de supervision des télécoms, de retarder à nouveau son coup d'envoi,

initialement prévu mi-avril. Dans un climat de défiance jamais atteint autour d'une innovation technologique, les enchères pour l'attribution des fréquences nécessaires aux opérateurs afin de lancer leurs premières offres d'ici la fin de l'année débutent ce mardi. Elles doivent rapporter au moins 2,17 milliards d'euros à l'Etat et pourraient durer une quinzaine de jours, vu leur mécanisme compliqué. Pour ses partisans, qui mettent en avant le retard pris par la France (38 pays ont déjà commencé à déployer des réseaux 5G, selon l'équipementier suédois Ericsson dont douze

européens), la 5G est «indispensable» afin d'éviter une saturation des réseaux 4G dans les zones urbaines les plus denses. D'après le secrétaire d'Etat chargé de la Transition numérique Cédric O, cette optimisation technique permettra d'apporter plus de débit en consommant «10 à 20 fois moins d'énergie que la 4G». Pour ce camp, la contribution de la 5G à la décarbonation de l'économie sera à terme supérieure à son empreinte environnementale. Il parie sur les effets vertueux du développement attendu de l'Internet des objets, la véritable raison d'être industrielle de la 5G, dont les premières applications se matérialiseront vers 2023.

Fronde. En face, dans une tribune publiée mi-septembre, 70 élus de gauche ou écologistes, dont Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon et plusieurs maires de grandes métropoles, réclamaient un moratoire et la tenue d'un «débat démocratique décentralisé». En attendant de savoir calculer précisément l'effet global du numérique, ceux-là soulignent l'impact environnemental induit par les usages de plus en plus énergivores (vidéo, réalité virtuelle...), qui ne cessent d'augmenter. Les signataires, dont ne faisait pas partie la maire de Paris, Anne Hidalgo, s'inquiètent de «l'effet rebond» provoqué par la 5G alors que la consommation de données croît déjà à un rythme de 50% par an. A cette fronde s'ajoutent des craintes sanitaires liées aux effets des ondes. Les défenseurs d'un moratoire demandent que l'on attende le rapport de l'Anses, l'agence chargée d'évaluer les risques de la 5G sur la santé, prévu pour mars. «Un simple rapport d'étape qui n'apportera aucune réponse définitive, précise un haut fonctionnaire proche du dossier. Le problème, c'est qu'il est impossible de démontrer que la 5G n'est pas dangereuse et qu'aucune étude ne prouve qu'elle l'est. Ça peut durer longtemps...» Ce contexte, marqué par la menace de plusieurs collectivités locales d'entraver le déploiement de la 5G, va-t-il peser sur les enchères? «Cela va changer un peu le rapport de force, estime Guillaume Vaquero, consultant télécoms pour le cabinet Wavestone, cité par l'AFP. On était dans un schéma où l'Arcep exigeait des opérateurs des engagements dans la couverture. Là, ils peuvent dire: on est prêt à déployer mais quelles sont les garanties que vous nous donnez pour qu'on puisse le faire dans de bonnes conditions? Car derrière, ce sont des investissements colossaux.» Des coûts que certains opérateurs, comme Bouygues et SFR, ont dû revoir à la hausse en raison des fortes restrictions visant les équipements du géant chinois Huawei. Elles les contraignent à changer de fournisseur et à faire appel aux européens Nokia et Ericsson pour une grande partie de leur futur réseau 5G.

«Pas une fusée». Avec une telle configuration, les enchères ne devraient pas s'emballer comme en Allemagne ou en Italie, où elles ont atteint 6,5 milliards d'euros. D'autant qu'aucun opérateur n'anticipe à court ni même à moyen terme un effet significatif sur la croissance de leurs revenus. Une tendance confirmée par l'accueil plutôt mitigé des consommateurs qui sont passés à la 5G dans les pays où les opérateurs proposent déjà des offres. Avec un déploiement qui s'annonce très progressif et un apport se limitant au mieux à un meilleur confort d'usage mais sans rupture fondamentale, «la 5G ne s'annonce pas une fusée au démarrage», prédit Marc Bourreau, professeur d'économie à Telecom Paris. En jouant sur le côté «4G en mieux», les opérateurs vont essayer d'augmenter leurs forfaits premium mais la dimension concurrentielle restera très forte», pronostique-t-il. A son lancement, la 4G avait d'ailleurs été utilisée comme produit d'appel pour gagner des parts de marché. **CHRISTOPHE ALIX**



Lors d'une marche pour le climat à Tours, le 19 septembre. PHOTO SÉBASTIEN PONS, HANS LUCAS

Suite de la page 3 la route du progrès, soit d'une transformation générale vers le mieux. Le processus d'amélioration était supposé nécessaire, linéaire, irréversible. Dès lors, le progrès devient une croyance commune, laissant de moins en moins de païens sur son chemin. Mais son histoire commence à gauche. «Les deux sont associés car la gauche tournait le dos à une société de conservation basée sur les privilèges, la religion et le système monarchique», explique l'historien Jean Garrigues. L'idée de progrès au sens large, dans le sens des techniques, de l'hygiène ou du bien-être, a été portée par la gauche, soit les républicains face aux monarchistes. Au XX^e, la gauche, à travers son visage socialiste, continue de creuser le sillon progressiste avec cette promesse: le progrès productif amène le progrès social. Grâce à la redistribution fondée sur la croissance, mais aussi à des inventions améliorant le quotidien. Progrès industriel, la machine à laver, ou scientifique, la pilule, sont un vecteur de libération des femmes. «Les grands projets industriels des années 70-80, comme le Concorde ou le TGV, sont plutôt soutenus par la gauche. Le progrès est un déterminant de son discours, jusqu'à Mitterrand», analyse Jean Garrigues.

LIMITES DE LA PLANÈTE

Mais chaque étude, sur les dangers des pesticides ou le déclin de la biodiversité, vient buter contre la foi progressiste. «On est arrivés au bout de la promesse cartésienne de maîtrise de la nature, croit Eric Piolle, maire EE-LV de Grenoble. On réalise qu'on est écrasés par notre propre puissance: les outils qu'on pensait avoir pour construire un monde meilleur se retournent contre nous.» Sans se revendiquer à gauche,

Cédric Villani, qui chemine sur la question écologique, constate que les effets néfastes de certaines inventions sautent aujourd'hui aux yeux: «Le plastique était un progrès inouï et apparaît maintenant comme un des ennemis majeurs. Idem pour les pesticides.» D'où la montée en puissance du «principe de précaution», qui a grimpé dans la hiérarchie des normes juridiques dès la fin des années 90. Avec la prise en compte du péril environnemental, des mots tels que «préservation» ou «sauvegarder», historiquement associés aux conservateurs, surgissent dans le registre de la gauche qui se définissait jusqu'alors par sa volonté de transformation.

D'autres études heurtent la pensée de gauche: elles montrent que depuis les années 70, les indices de bien-être ne se sont pas améliorés. «Pendant les Trente Glorieuses, la croissance du PIB, associée à de nombreux changements techniques, a débouché sur une hausse du bien-être, une réduction des inégalités, le plein-emploi. C'était une époque un peu magique où tout se superposait comme par enchantement. Depuis, c'est terminé», affirme le philosophe Dominique Bourg, ex-président du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot. «A partir de 15 000 dollars de PIB, il n'y a plus de corrélation entre la croissance et le bien-être», abonde François Ruffin. Si le progrès est mis à mal, c'est donc parce qu'il bute contre les limites de la planète mais aussi parce qu'il faut bien prendre conscience que progrès technique et social ne vont plus de pair. La critique n'est pas inédite: au XIX^e, les luddites, des ouvriers qualifiés, sabotaient les machines venant déqualifier leur travail et réduire les salaires. Mais avec les dé-

David Cormand note que sur certains sujets de bioéthique, la sphère politique s'autorise à débattre, «mais pour le nucléaire, la 5G, on fait face à des arguments d'autorité».

couvertes incontestables de Louis Pasteur et l'enthousiasme des Expositions universelles, «la propagande autour du progrès a fait son œuvre et la critique de la technique est devenue une critique intellectuelle isolée», analyse Ruffin: «Jusqu'à aujourd'hui: on vit le retour de la critique collective du progrès technique. Les grands projets qui étaient la fierté de l'humanité sont de plus en plus qualifiés d'inutiles.» Ausculter l'intérêt et les éventuels méfaits d'une invention technique semble couler de source chez les écologistes. «C'est un de nos fondamentaux. L'écologie politique a commencé à se structurer autour de la lutte antinucléaire en affirmant que toute innovation technique ne conduit pas aux progrès d'une civilisation», raconte l'eurodéputé EE-LV David Cormand. Mais cette idée de questionner le progrès a chamboulé une gauche armée à l'idée qu'il était source d'émancipation. «Depuis les années 70, avec le courant écologiste, la gauche se divise sur l'idée de multiplication des biens de consommation», note l'historien Jean

Garrigues. Même new-look, les communistes, qui ont porté un discours productiviste pour améliorer le niveau de vie des salariés, restent sur la réserve. Secrétaire national du PCF, Fabien Roussel confirme: «Le progrès nuit quand il est mis au service d'intérêts particuliers, de la recherche du profit. Lorsqu'il est maîtrisé, c'est un progrès social et c'est le sens de la gauche. C'est une grande différence que nous avons avec une partie des écologistes qui disent non par principe.» Une partie des socialistes disent travailler à adapter leur logiciel. «Le défi de l'Anthropocène change le paradigme: dans un monde aux ressources limitées, l'innovation doit être mise au service du partage. Une révolution pour la gauche!» admet Dominique Potier.

Tous insistent sur l'idée qu'il serait pour autant absurde de rejeter en bloc toute nouveauté technique. Et prônent de soumettre celle-ci à un débat, comme ils l'ont demandé pour la 5G (lire page 6). «Pour s'affranchir d'une vision idolâtre du progrès, il faut questionner ces avancées: est-ce un progrès, et au nom de quelle vision de l'homme? Est-ce bon pour tous les hommes, ailleurs dans le monde et pour les générations futures?» reprend Dominique Potier. Et si une innovation amène à développer des usages, et donc les consommations d'énergie et de ressources, pour quel intérêt social? C'est l'interrogation posée par la 5G. «La détermination de ce qui est un progrès humain est un sujet politique qui doit être tranché démocratiquement», prévient David Cormand, qui suggère de «partir des besoins» d'une société au lieu d'en créer. Il note d'ailleurs que sur certains sujets de bioéthique, la sphère politique s'autorise à débattre. Ce fut le cas aussi pour les OGM, «mais

pour les intrants chimiques, le nucléaire, la 5G, on fait face à des arguments d'autorité».

C'est toute une définition du progrès que la gauche et les écologistes ont à réinventer. En réparant plutôt qu'en accélérant, selon Dominique Bourg: «L'avenir, c'est vivre correctement sur une planète habitable, c'est la préservation du vivant. Ce n'est pas agrandir des tuyaux pour faire passer plus de données!» En repensant le progrès humain autour des «liens plutôt que des biens» et en révisant les indicateurs, ajoute l'élu François Ruffin: «Indice de bien-être, baisse du taux de suicides, espérance de vie.» En intégrant «la question du sens et de l'espérance», prolonge Eric Piolle, qui refuse de «se couper de l'idée de progrès».

NUANCES DE VERT

Pour les écologistes, tout l'enjeu consiste à ne pas se laisser enfermer dans cette caricature «anti» et à inverser les rôles. Autrement dit: convaincre que les progressistes, qui veulent réinventer la conception de l'amélioration de la condition humaine, ce sont eux. Et que les conservateurs, ce sont les autres. «Pendant des siècles, des innovations ont été défendues par des scientifiques qui s'élevaient contre les obscurantistes, mais l'obscurantisme a changé de camp», affirme David Cormand. «Les Français savent que ces caricatures sont les dernières étincelles d'un conservatisme par rapport à l'écologie», assure Yannick Jadot en écho. L'eurodéputé se souvient: «On nous a fait le même procès sur les OGM. On nous parlait de la disparition de la faim dans le monde. Moi qui ai arraché des plants de maïs, je pense qu'on a mené ce combat avec intelligence.» Sur la 5G, selon lui, le débat est moins tranché: «Je ne suis pas pour ou contre, je veux qu'on s'intéresse aux impacts.» Il y a donc des nuances de vert, puisque certains écologistes assument une opposition de principe. «Sur le fond, on est d'accord avec Jadot. C'est une question de posture politique», relativise Piolle.

Le débat autour de la radicalité du propos écolo se matérialise dans le face-à-face entre les deux hommes. Jadot: «On doit veiller à la façon dont on exprime nos valeurs, pour ne pas être toujours classés "contre". Et se tenir à l'écart des formes de complaisance, sur les vaccins par exemple.» L'eurodéputé sait de quoi il parle. Il a beau répéter que les écologistes sont pour la vaccination, les propos polémiques de sa collègue EE-LV Michèle Rivasi leur collent à la peau. Pour Piolle, au contraire, «la questionnement sur le progrès est forcément conflictuel car l'écologie est clivante, elle oblige à trancher nos contradictions». Le plan de bataille du maire de Grenoble consiste à assumer et attaquer: «Avant, les néolibéraux disaient qu'on était des utopistes, des doux rêveurs, maintenant ils disent qu'on est des Khmers verts, des peine-à-jour, parce qu'on est devenus une menace. Si on considère qu'on gagne du terrain, on ignore et on avance.» Reste à savoir si les Français sont prêts à suivre, eux qui, dans un récent sondage, ne boulaient pas l'arrivée de la 5G. ▶



René Dumont (cheveux blancs) en 1986. Sa campagne présidentielle, en 1974, fut une des premières remises en cause de la société de consommation, mais l'écologiste était alors surtout perçu comme un marginal.

PHOTO KEYSTONE-FRANCE. GAMMA-RAPHO

éroder la croyance dans le progrès scientifique. Mais ils ont souvent été perçus comme rétrogrades: c'était alors une position difficile. Ces voix critiques sont plus faciles à entendre aujourd'hui.

Qu'est-ce qui nourrit ces critiques?

C'est une panne de l'imaginaire foncièrement productiviste de la gauche, qui était développé par des auteurs très divers depuis Marx. L'idée, jusqu'alors, était de dire: on va produire plus, ce qui permet plus d'abondance matérielle, donc une meilleure redistribution des richesses. Cette idée selon laquelle tous les problèmes se résoudraient grâce à une meilleure capacité de production est insoutenable aujourd'hui. Et c'est une bonne chose. Quand la croyance dans le progrès a-t-elle commencé à se fissurer?

Dans les années 70 émerge une remise en cause de la société de consommation, mais la gauche est alors plus que jamais prisonnière du modèle productiviste. Il y a bien la campagne du candidat écologiste à la présidentielle René Dumont, mais elle est surtout perçue comme celle d'un marginal qui propose des solutions farfelues. Le vrai effritement se produit plutôt entre la fin des années 90 et le début des années 2000: on voit alors une bascule culturelle, provoquée par toute une série de problèmes environnementaux et sociaux, notamment liés à l'eau – comme le mouvement de Cochabamba en 2003, en Bolivie, autour de la récolte de l'eau de pluie – et à la défense des communs environnementaux. En même temps la question du climat émerge au premier plan avec la détérioration de la couche d'ozone et donne une dimension globale inédite à tous ces mouvements de défense des milieux de vie. Ces moments font surgir des questions auxquelles on ne peut pas répondre avec un logiciel productiviste. Avec un peu de retard, donc, la prise de conscience de ces problèmes s'impose de façon suraiguë.

Où en est-on aujourd'hui?

Ce qui est épuisé, et c'est fort heureux, c'est la croyance dans le progrès indéfini de la science et de la technologie comme moteur du progrès social. Mais il y a une bataille autour de la notion de progrès qui est très intéressante à suivre, parce qu'on ne sait pas encore ce qui va en sortir. Il ne suffit pas de dissocier le progrès social du progrès scientifique et technologique, en subordonnant le second au premier. Il faut aller plus loin encore et questionner la notion même de progrès. A mon sens, le mouvement initié par toutes les actions collectives sur l'écologie, comme les coalitions transnationales sur la protection du climat, est porteur d'une remise en cause radicale de l'imaginaire productiviste. Et, compte tenu de la lourdeur de l'héritage, je serais assez méfiant face à ceux qui veulent réexaminer la notion de progrès d'une manière intellectuelle et académique pour la concilier avec les exigences de l'écologie aujourd'hui. C'est plutôt des actions concrètes et des mouvements collectifs de citoyens que viendra une redéfinition de la notion de progrès.

Recueilli par NICOLAS CELNIK

«La gauche a longtemps été prisonnière du modèle productiviste»

Pour le philosophe Pierre Dardot, le PS, le PCF et même une partie de l'extrême gauche croyance fondatrice selon laquelle le progrès social va de pair avec le progrès technologique.

Pierre Dardot est philosophe, spécialiste de Marx et Hegel. Il a récemment publié avec le sociologue Christian Laval *Dominer, enquête sur la souveraineté de l'Etat en Occident* (La Découverte).

Que dit le débat autour de la 5G du rapport de la gauche au progrès? Le débat autour de la 5G est un terrain assez difficile à occuper pour la «gauche historique» (PS, PCF, une partie de l'extrême gauche), qui s'est construite autour du culte du progrès scientifique et technologique. Cette gauche a longtemps été dans une forme de surenchère sur la question du progrès technique; or il est aujourd'hui difficile de faire de la surenchère par rapport au «progressisme» d'Emmanuel Macron. Elle doit donc revoir son logiciel, en reconsidérant la notion de progrès et en acceptant que la priorité soit donnée à l'exigence démocratique. Face à ceux qui disent que si on ne continue pas sur la lancée du progrès, ce seront les Chinois qui nous imposeront leur modèle, il me semble qu'il faut réaffirmer comme premier impératif l'organisation d'un débat public qui

engage la totalité des citoyens. Car derrière la rhétorique modernisatrice, c'est surtout la volonté d'engager la France dans la compétition internationale de la 5G qui prime. Peut-on dire que «le progrès» est une notion de gauche?

La notion de progrès a été élaborée dans le creuset des Lumières, par des savants et des philosophes qui ne dissociaient pas le progrès social et le progrès de la science. L'idée qui prédominait alors était que la science pouvait aider à venir à bout des problèmes sociaux. Au long des XIX^e et XX^e siècles, la gauche s'est déclarée héritière des Lumières, et a considéré que le progrès scientifique et technologique allait nécessairement de pair avec le progrès social, ou en tout cas, le conditionnait. Cet héritage culturel explique une certaine frilosité chez beaucoup de personnes à gauche, qui continuent de se définir par rapport à l'idéologie du progrès.

Prenez quelqu'un comme Marx: en 1842, une loi interdit que les pauvres ramassent les bois morts tombés dans la forêt. Marx prend alors position contre les propriétaires fonciers, et défend le droit des pauvres. Mais à partir de 1845, il élabore sa propre théorie scientifique et mise entièrement sur le développement des forces productives matérielles, donc sur le progrès; il regarde alors d'un œil critique les anciens communaux comme les communs forestiers. Jaurès, dans

son histoire de la Révolution française, dira ensuite que les communaux étaient une forme de communisme grossier et archaïque, qui est un obstacle au communisme scientifique. Tout est dans cet épisode! Quels outils ont été les plus investis par la gauche?

Le perfectionnement technologique des usines devait faciliter le travail des ouvriers, l'automobile devait permettre plus de mobilités pour tous... Après la Seconde Guerre mondiale, il y avait le sentiment qu'il fallait reconstruire l'Europe et que tous les moyens étaient bons pour le faire: avec les Trente Glorieuses, l'expansion démographique, il y a eu une espèce de bain culturel qui a renforcé et nourri cette idée. C'est bien ce qui est devenu problématique aujourd'hui.

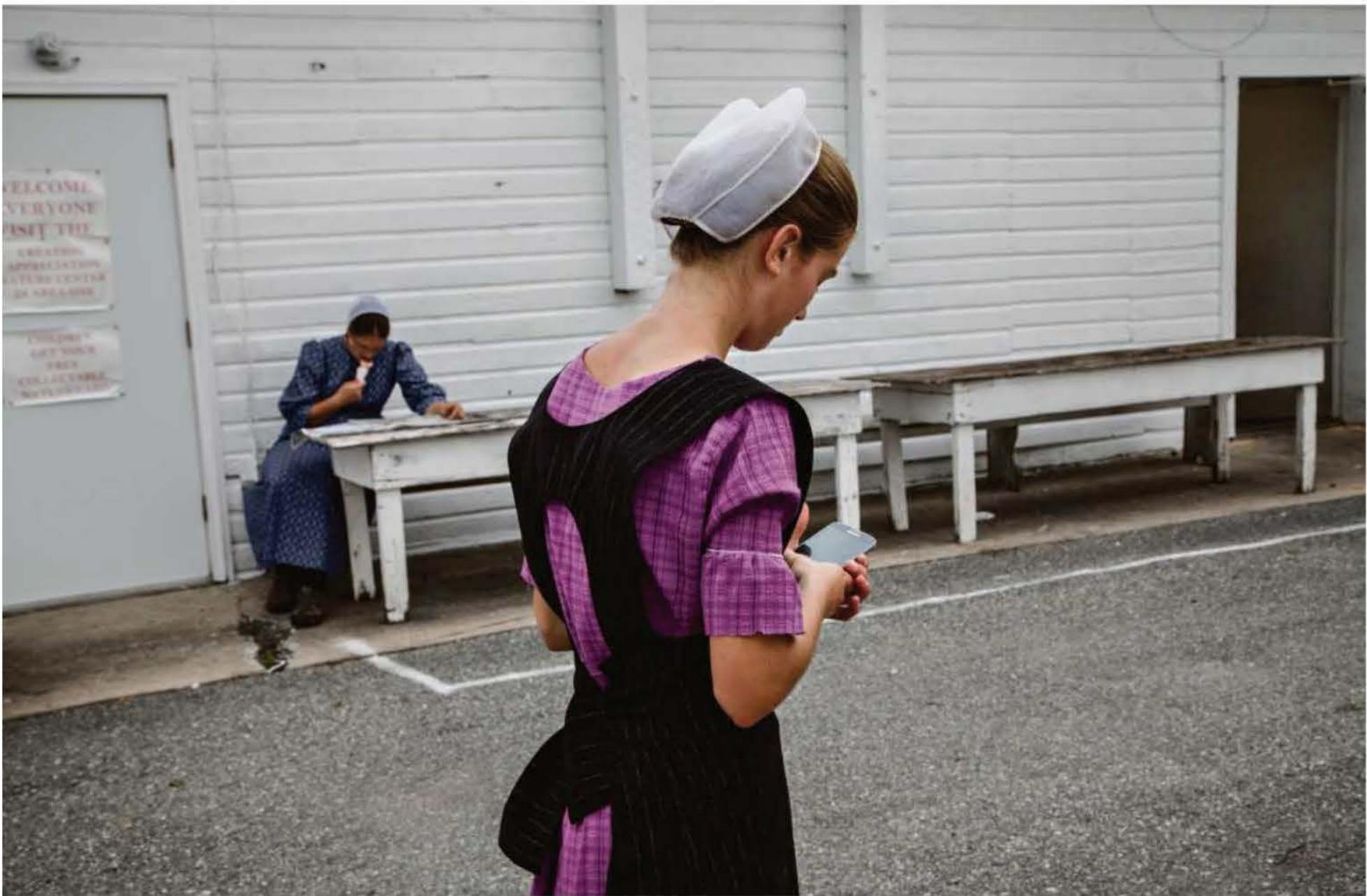
Mais des critiques contre le progrès n'ont-elles pas aussi été formulées au sein de la gauche depuis un siècle? En 1932, Lewis Mumford écri-

vait: «L'idée de progrès est la plus morte des idées mortes.»

Des voix se font certes entendre au XX^e siècle, mais elles n'ont pas eu l'écho qu'elles méritaient d'avoir. Le mouvement des luddites, dans l'Angleterre industrielle, montre une critique du progrès technologique, perçu comme destructeur des anciennes conditions sociales communautaires. Certains penseurs et certains mouvements ont donc contribué à



INTERVIEW



Dans le village amish de Manheim (Pennsylvanie), en août 2017. PHOTO ASHLEY GILBERTSON, NYT-REDUX-REA

Technologie rime-t-elle avec démocratie ?

Les amish, érigés en exemple antiprogrès par Macron, préfèrent débattre de l'impact d'une innovation sur le quotidien avant de l'adopter. Ce que font également des associations ou des pays comme le Danemark.

Ils sont habillés comme au XVIII^e siècle et arpentent les routes des Etats-Unis en calèche : voici donc les amish devenus les nouveaux « ayatollahs de l'écologie » aux pulls qui grattent. Pourtant, en choisissant de les prendre comme référence pour dénoncer les résistances à la 5G, Emmanuel Macron a fait mauvaise pioche. Car cette communauté, qui vit principalement en Pennsylvanie, et tous ceux qui réclament un débat autour de la 5G ont un point commun. « Ils ne considèrent simplement pas que toute technologie rend nécessairement le monde meilleur », expose Jameson Wetmore, professeur à l'Arizona State University. Ses terrains de recherches au sein de commu-

nautés amish lui ont permis de découvrir une vie qui n'a pas grand-chose d'un retour à la lampe à huile : derrière une apparente isolation rétrograde, les amish sont pour beaucoup des entrepreneurs relativement intégrés dans la société américaine. Certains ont même pris le pli du e-commerce – ils demandent alors à un intermédiaire de gérer la partie informatique pour ne pas avoir à s'en occuper eux-mêmes.

« **Crash-test.** Les membres d'une communauté amish se réunissent deux fois par an dans un conclave au cours duquel ils discutent de l'Ordnung, un code de conduite non écrit qui doit permettre de vivre selon leurs valeurs – à savoir être proches de la terre et renforcer les liens de la communauté. Lors de ce conclave, « qui pourrait bien être une forme ultime de démocratie », selon Wetmore, les amish débattent de l'impact d'une nouvelle technique sur leur mode de vie avant de l'accepter, de la mettre à l'essai ou de la refuser. « Ils voient ce qui arrive à notre monde, comment une nouvelle technologie façonne de nouvelles valeurs, continue l'universitaire, qui ajoute dans un sourire :

D'une certaine manière, on pourrait dire qu'ils nous utilisent comme crash-test. »

Mettre la technique en débat dans l'arène démocratique ? Pour l'historien des techniques François Jarrige, maître de conférences à l'université de Bourgogne, c'est paradoxalement au XIX^e siècle, alors que la démocratie représentative s'installe, que « la technique est sortie de tout espace politique pour devenir quelque chose ne relevant que du domaine des experts ». Et donc, on doit vanter les mérites de la technologie, comme l'a fait Macron devant les entrepreneurs de la « French Tech », plutôt que de l'examiner par le biais d'un processus collectif. Il existe pourtant des groupes qui tentent de se réapproprier un savoir-faire technique et d'encourager des technologies dites alternatives. Parmi eux, l'Atelier paysan promeut depuis 2009 des outils agricoles en autoconstruction pour répondre aux besoins des professionnels. « Il faut se demander quelle machine nous voulons, pour quelle alimentation, interroge l'animatrice nationale de l'Atelier paysan Morgane Laurent. Car l'outil qu'on utilise, notre capacité à le réparer ou à

l'adapter, détermine le modèle agricole qui sera mis en place. » La coopérative mène cette réflexion conjointement avec les paysans : des machines puissantes et coûteuses orientent vers des exploitations plus grandes, pas toujours compatibles avec l'agroécologie.

Imprévis. Plus loin du terrain, plusieurs initiatives de « démocratie technique » ont essayé de s'emparer de la question depuis les années 70. Le cas le plus emblématique de ces expériences : les conférences de consensus organisées au Danemark depuis 1987 à l'initiative du Danish Board of Technology. Lors de ces assemblées, une petite vingtaine de participants, tirés au sort parmi un panel de citoyens intéressés par le sujet mais qui n'ont pas de savoir particulier, peuvent poser des questions à des experts avant de rédiger un texte dans lequel ils délimitent l'usage qu'ils souhaitent faire de la technologie. « Le rapport de consensus est souvent un document très réfléchi et assez équilibré qui fournit beaucoup de recommandations pertinentes », indique Maja Horst, professeure à l'Université technique du Danemark, qui a suivi une confé-

rence de consensus sur l'analyse génétique. Selon elle, écouter la voix des non-spécialistes permet aussi bien d'informer les citoyens sur les utilisations d'une technologie que de signaler aux experts des effets imprévus qu'elles pourraient avoir sur le quotidien. « Cela permet de trouver un accord commun sur la vie que nous voulons avoir ensemble », avance-t-elle. Mais elle tient aussi à nuancer : « Cette vision idéale est parfois dure à concrétiser. » Si le modèle danois a inspiré des expériences similaires à travers le monde – la Convention citoyenne sur le climat mise en place en France peut être considérée comme un de ses avatars –, ses limites sont régulièrement soulignées. Les débats, quand ils ne sont pas instrumentalisés pour faire accepter une technologie sous couvert d'approbation citoyenne, peuvent tout simplement tomber dans l'oreille d'un sourd faute de poids législatif. Les 150 citoyens français chargés d'émettre des recommandations sur l'action climatique après la crise de la taxe carbone et du mouvement des gilets jaunes avaient d'ailleurs expressément demandé au Président un moratoire sur la 5G.

NICOLAS CELNIK